



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS I'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	12
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	13
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	14
3.3. Monnaie	14
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	18
5.3. Inflation	19
ANNEXES STATISTICIJES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale a maintenu une dynamique positive en septembre 2025, avec une activité soutenue aux États-Unis et une reprise progressive en zone euro, portée par la demande intérieure. L'activité du secteur privé s'est renforcée en Chine, tandis qu'en Afrique du Sud la croissance est restée modérée.

Aux **États-Unis**, l'activité du secteur privé est demeurée en expansion en septembre 2025, bien que le rythme de croissance ait ralenti, en lien avec la contraction de la production manufacturière et des services. En **zone euro**, l'activité s'est renforcée, confirmant une reprise graduelle portée par la demande intérieure et la progression des nouvelles commandes.

En **Chine**, la croissance du secteur privé s'est accélérée, soutenue à la fois par la reprise de l'industrie et des services, ainsi que par un rebond des exportations. En **Afrique du Sud**, l'activité a légèrement progressé, en lien avec la hausse des nouvelles commandes et la détente des pressions inflationnistes.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé est restée bien orientée au **Nigeria** malgré un léger ralentissement de l'industrie manufacturière, tandis qu'elle s'est contractée au **Ghana**.

En septembre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 0,4%. En revanche, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés s'est replié de 4,5%, en raison notamment d'une offre suffisante.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique affiche une tendance positive, soutenue par la vigueur de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage. Le taux d'inflation est ressorti à -1,3% en septembre 2025, en légère hausse de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -1,4% enregistré le mois précédent. Le maintien des taux négatifs reflète la poursuite de la baisse des prix de la composante produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 4,83% en septembre 2025, en baisse de 19 points de base (pdb) par rapport à son niveau d'août 2025 (5,02%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en août 2025, avec un taux débiteur moyen de 6,67%, contre 6,68% le mois précédent et 7,14% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 13,2%, en glissement annuel, à fin août 2025, après une augmentation de 13,4% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des actifs extérieurs nets (+263,8%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,5%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,6% au quatrième trimestre 2025, après 6,5% au troisième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à -0,7% en octobre, -0,4% en novembre et -0,2% en décembre 2025. Cette évolution résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur des bonnes récoltes attendues de la campagne agricole 2025/2026.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 octobre 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale est demeurée bien orientée en septembre 2025, portée par une activité soutenue aux États-Unis et une reprise graduelle en zone euro, portée par la demande intérieure. En Chine, l'activité du secteur privé a poursuivi son redressement, tandis qu'en Afrique du Sud, la croissance est restée modérée.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 53,9 points en septembre 2025, contre 54,6 points en août, traduisant une activité privée toujours dynamique, mais dont le rythme de croissance a ralenti en raison du repli de la production manufacturière et des services. En **zone euro**, l'indice a atteint 51,2 points, contre 51,0 points en août, confirmant une reprise graduelle de l'activité, soutenue par la demande intérieure et la progression des nouvelles commandes.

Au niveau des **pays émergents**, l'indice PMI composite de la **Chine** s'est élevé à 52,5 points en septembre 2025, après 51,9 points en août, soit son plus haut niveau depuis juin 2024. Cette amélioration reflète une accélération de l'activité du secteur privé, portée par la reprise simultanée de l'industrie et des services, ainsi que par un redressement des exportations. En **Afrique du Sud**, l'indicateur est ressorti à 50,2 points, après 50,1 points en août, traduisant une expansion bien que modérée pour le cinquième mois consécutif, soutenue par la hausse des nouvelles commandes et la détente des pressions inflationnistes.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** est resté en zone d'expansion, à 53,4 points en septembre 2025, après 54,2 points en août, soulignant une croissance toujours soutenue de l'activité, malgré un léger ralentissement du secteur manufacturier. Au **Ghana**, l'indice composite a reculé à 49,8 points, contre 50,8 points un mois plus tôt, indiquant une contraction de l'activité du secteur privé.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales poursuivent une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire, ajustant leurs décisions de manière graduelle face aux incertitudes persistantes sur la croissance économique et l'évolution de l'inflation.

Au niveau des pays avancés, La Réserve fédérale des États-Unis (FED) a abaissé ses taux directeurs de 25 points de base lors de sa réunion du 29 octobre 2025, les ramenant dans une fourchette comprise entre 3,75% et 4,00%, marquant ainsi une deuxième baisse consécutive depuis septembre 2025. Cette décision reflète le ralentissement des créations d'emplois et les incertitudes persistantes liées aux tensions commerciales et à la politique migratoire. Par ailleurs, la FED a annoncé la fin de son programme de resserrement quantitatif à compter du 1er décembre 2025, signalant la reprise de ses achats d'actifs pour soutenir l'économie, tout en laissant ouverte la possibilité d'un nouvel assouplissement en décembre 2025. La Banque centrale européenne (BCE) a opté pour le statu quo lors de sa réunion du 30 octobre 2025, maintenant ses taux directeurs à 2,00% pour la facilité de dépôt, 2,15% pour les opérations principales de refinancement et 2,40% pour la facilité de prêt marginal. Cette décision s'explique par une croissance économique jugée résiliente, malgré un environnement international marqué par des tensions géopolitiques et des différends commerciaux. Tout en poursuivant la réduction de son portefeuille d'achats d'actifs à un rythme régulier, la BCE a réaffirmé son approche fondée sur les données, privilégiant une évaluation réunion par réunion.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a, le 20 octobre 2025, maintenu pour le cinquième mois consécutif ses taux directeurs à des niveaux historiquement bas. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an demeure à 3,0% et celui à cinq ans à 3,5%. La

Banque centrale maintient une politique monétaire ultra-accommodante afin de contrer la tendance désinflationniste.

Au niveau des pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, la Banque centrale du Nigéria (CBN) a abaissé son taux directeur de 50 points de base à 27% le 23 septembre 2025, marquant sa première réduction depuis septembre 2020. Cette décision vise à soutenir la dynamique de croissance économique, dans un contexte de ralentissement de l'inflation et de renforcement récent du naira. L'inflation annuelle a reculé pour le cinquième mois consécutif, s'établissant à 20,12% en août 2025, son niveau le plus bas depuis juillet 2022. Le PIB a progressé de 4,2% en glissement annuel au deuxième trimestre 2025, atteignant son niveau de croissance le plus élevé depuis le deuxième trimestre 2021, après 3,1% au trimestre précédent.

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a maintenu inchangés ses taux directeurs lors de sa réunion du 29 septembre 2025. Le taux des appels d'offres demeure inchangé à 4,5% et celui de la facilité de prêt marginal à 6%. Ce statu quo intervient dans un contexte de ralentissement économique, la croissance étant attendue à 2,6% en 2025 contre 2,7% en 2024, en raison du repli du secteur pétrolier et gazier. Le taux d'inflation devrait ressortir à 2,6% en 2025 contre 4,1% en 2024.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	cteur en 2025 20 octobre 2025 C		Taux d'inflation en septembre 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	-25	{4,00-4,25}	2,0	3,1
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	2,2
Royaume-Uni	-50	-75	4,00	2,0	3,8
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	-0,3
Russie	500	-400	17,00	4,0	8,0
Inde	0	-100	5,50	5,7	1,5
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	5,2
Afrique du sud	-50	-75	7,00	{3,0 - 6,0}	3,4
Pays en développe	ment				
Nigeria	875	-50	27,00	{6,0 - 9,0}	18,0
Ghana	-300	-550	21,50	{8,0+/-2,0}	9,4
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	3,1

Sources: Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

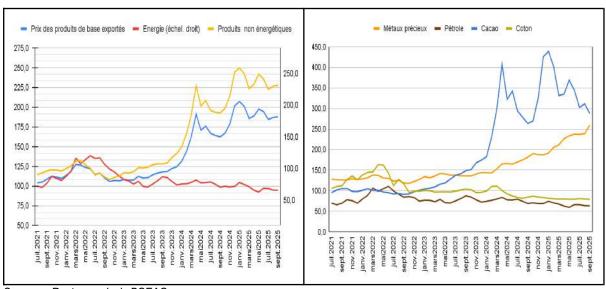
En septembre 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 0,4%, en lien avec le raffermissement des prix des produits non énergétiques, notamment l'or et le café.

L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru, en glissement mensuel, de 0,4% en septembre 2025, après une hausse de 1,4% le mois précédent. Cette évolution résulte du raffermissement de certains prix des produits non énergétiques, tels que l'or (+8,9%), le café (+8,5%), l'uranium (+6,2%), le zinc (+5,2%), le caoutchouc (+2,0%), le gaz naturel (+0,4%), les huiles de palme et de palmiste (+0,3%). A l'inverse, les cours du cacao (-7,8%), des fertilisants comme le phosphate (-1,8%), du coton (-1,1%) et du pétrole (-0,4%) se sont affaiblis, atténuant ainsi l'accroissement de l'indice.

Les cours de l'**or** ont été soutenus par la décision de la Réserve fédérale américaine (FED) de réduire ses taux de 25 points de base le 17 septembre 2025. Cet assouplissement monétaire, combiné à la faiblesse du dollar et à la baisse des rendements obligataires, a renforcé l'attrait du métal précieux comme valeur refuge. Le renchérissement du **café** s'explique par les craintes persistantes sur l'offre mondiale, accentuées par la sécheresse dans certaines régions du Brésil. Les cours de l'**uranium** ont progressé sous l'effet d'une forte demande mondiale pour l'énergie nucléaire et d'une offre restreinte, conséquence des baisses de production chez les principaux producteurs, tels que Kazatomprom et Cameco. La hausse des cours du **zinc** est due à des tensions sur l'offre, en lien avec des réductions de production des sociétés de raffinage et un repli des stocks de haute qualité. Les cours du **caoutchouc** ont progressé en raison des perturbations de l'approvisionnement liées aux conditions météorologiques extrêmes en Thaïlande, principal pays producteur. Le renforcement des cours des **huiles de palme** et de **palmiste** est imputable à l'augmentation de la demande indienne, stimulée par des prix plus compétitifs que ceux de l'huile de soja. La perspective d'une forte demande de **gaz naturel** pour l'hiver a soutenu les cours de ce produit.

En revanche, les cours du **cacao** ont fléchi en raison du net repli de la demande de broyage industriel dans les principales régions consommatrices, tandis que l'amélioration des conditions climatiques en Afrique de l'Ouest laisse entrevoir une offre plus importante. La baisse des cours du **phosphate** s'explique par une demande mondiale modérée et une offre accrue, consécutive notamment à la reprise des exportations marocaines. La diminution des prix du **coton** est essentiellement due à l'affaiblissement de la demande mondiale. Les prix du **pétrole** ont reculé sous l'effet de l'augmentation de la production de l'OPEP+ et des projections d'excédent d'offres publiées par les agences internationales dédiées.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

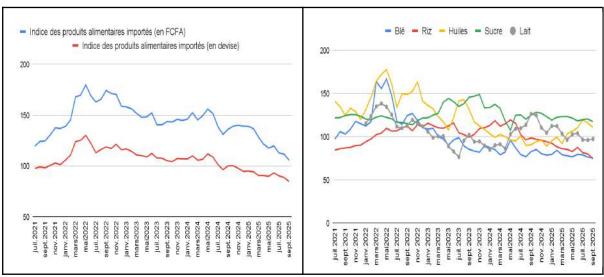
Par rapport à septembre 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 15,6%, après un accroissement de 13,8% le mois précédent. La hausse des cours concerne l'or (+43,1%), les **phosphates** (+40,7%), les **huiles végétales** (+10,7%), le **cacao** (+9,1%), le **zinc** (+3,4%), le **bois** (+3,3%) et le **gaz naturel** (+2,4%). En revanche, les prix du **pétrole** (-8,0%), du **café** (-12,9%), du **caoutchouc** (-9,9%), du **coton** (-6,6%), de l'**uranium** (-3,1%) et de la **noix de cajou** (-0,1%) ont enregistré une baisse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est replié, en variation mensuelle, de 4,5% en septembre 2025, après une baisse de 1,8% un mois auparavant. La diminution des cours concerne principalement le **riz** (-7,0%), l'**huile de soja** (-4,1%), le **sucre** (-2,6%) et le **blé** (-1,2%). Les prix du **lait** (+1,3%) ont, pour leur part, augmenté sur la même période.

Les prix du **riz** ont reculé en raison des stocks élevés à l'échelle mondiale et d'une offre abondante liée à l'augmentation des récoltes. Le repli des cours de l'**huile de soja** s'explique par une demande faible provenant de la Chine, premier importateur mondial, dans un contexte de tensions commerciales persistantes. Les prix du **sucre** ont fléchi en raison de la forte progression de la production brésilienne et des perspectives de récolte favorables en Inde et en Thaïlande, accentuant les anticipations d'un excédent mondial. La baisse des cours du **blé** est attribuable à des stocks américains au plus haut depuis cinq ans et à des récoltes abondantes en Russie, ainsi que dans l'Union Européenne.

En revanche, les cours du **lait** ont augmenté, tirés par une offre restreinte, liée à la pénurie de vaches laitières au Royaume-Uni.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources: Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 15,4%, après une baisse de 8,0% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-24,4%), du **lait** (-22,9%), du **blé** (-8,8%) et du **sucre** (-6,2%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+22,1%) se sont renforcés.

L'indice des prix, exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est contracté de 19,2%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-28,5%), du **lait** (-27,0%), du **sucre** (-26,6%) et du **blé** (-13,7%). Le renforcement des cours des **huiles végétales** (+10,2%) a atténué la contraction de l'indice.

1.4. Marchés financiers

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont affiché une tendance haussière au cours du mois de septembre 2025. Cette évolution reflète l'enthousiasme suscité par la première baisse de taux (-25 pdb) décidée par la Réserve fédérale, ainsi que par les anticipations d'une politique monétaire américaine plus accommodante.

1.4.1. Les places boursières

En septembre 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une tendance positive. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES ont progressé respectivement de 3,5% et 2,5% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 0,5%, après une hausse de 2,4% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est renforcé de 5,0% par rapport à sa moyenne du mois précédent. Les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (+0,6%) et CAC 40 de la France (+0,2%) se sont également accrus par rapport à leur niveau d'août 2025.

En Afrique, les principaux indices boursiers ont affiché des évolutions contrastées en septembre 2025. Les indices BRVM 30 (+3,8%), FTSE de l'Afrique du Sud (+3,7%), GSE du Ghana (+3,3%) et BRVM Composite (+2,1%) ont enregistré une hausse au cours de la période sous revue. A l'inverse, les indices NSE du Nigeria (-2,0%) et MASI du Maroc (-0,4%) se sont repliés au cours du mois de septembre 2025.

- Nasdaq - FTSE 100 Dow jones
 Nikkei
 Eurostoxx (échel. droit) 25000.0 6000.0 45000.0 20000.0 40000.0 5000 0 15000.0 35000.0 4000.0 10000 0 30000,0 3000.0 5000.0 25000.0 20000,0 2000.0

Graphique 3: Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)

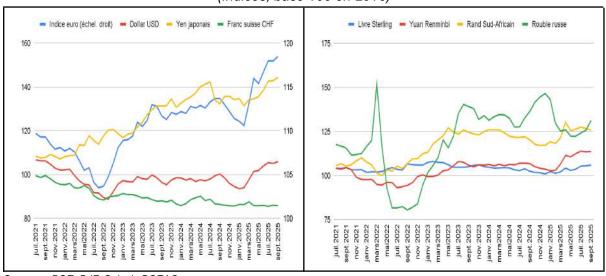
Sources: Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, a progressé de 0,4% en septembre 2025 par rapport à sa moyenne d'août 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est appréciée par rapport au dollar canadien (+1,1%), au yen japonais (+1,0%), au dollar américain (+0,9%) et à la livre sterling (+0,4%). La devise européenne s'est également renforcée face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (+4,4%), la roupie indienne (+1,7%) et le yuan chinois (+0,2%). En revanche, l'euro a reculé face au rand sud africain (-0,7%), au dollar australien (-0,7%) et au franc suisse (-0,4%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

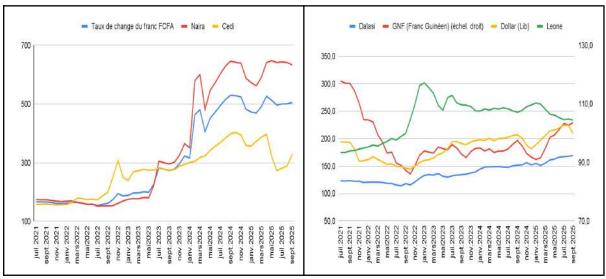
(Indices, base 100 en 2016)



Sources: BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de septembre 2025, une hausse de 0,8% par rapport à sa valeur du mois précédent, en lien avec son appréciation vis-à-vis du cedi ghanéen (+13,7%), du dalasi gambien (+0,9%) et du franc guinéen (+0,9%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée face au dollar libérien (-6,8%), au naira (-1,3%) et au leone (-1,0%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest (Indices, base 100 en 2016)



Sources: AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 4,8% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié de 17,7% face au cedi, de 5,7% à l'égard du leone et de 2,0% vis-à-vis du naira. En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée de 11,7%, 6,2% et 0,8% par rapport, respectivement, au dalasi, au franc guinéen et au dollar libérien.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS I'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin août 2025 montrent une évolution positive de l'activité économique en variation mensuelle. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +1,3 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en hausse de 0,1 point comparativement au mois précédent. Les prestations de services financiers ont augmenté de 1,7%, après un léger recul de 0,3% en juillet 2025. De même, les services marchands non financiers se sont accrus de 3,5% d'un mois à l'autre. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans les pays de l'Union à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, la production industrielle s'est contractée de 1,9%, en rythme mensuel, après une hausse de 1,2%. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est également affaibli de 3,4%, après une progression de 6,3% le mois précédent.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a reculé de 1,9% en août 2025, après une hausse de 1,2% observée le mois précédent. Le fléchissement de la production industrielle résulte principalement des activités de fabrication (-1,1 point), de la production et distribution d'électricité et de gaz (-0,6 point) et, dans une moindre mesure, des activités extractives (-0,1 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO (contribution à la croissance en point de pourcentage)

	Variat	ion mens	uelle	Glissement annuel	
Branches	2024	2	2025		025
	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,8	-0,5	-0,1	7,1	7,6
Extraction d'hydrocarbures	0,8	0,1	0,1	3,5	2,8
Extraction de minerais métalliques	-2,9	-0,7	-0,3	-0,7	1,9
ACTIVITES DE FABRICATION	2,5	1,8	-1,1	5,9	2,1
Fabrication de produits alimentaires	2,9	0,4	-1,9	3,9	-1,2
Fabrication de textiles	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-1,2	0,3	0,6	-0,2	1,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,2	-0,1	-0,6	0,6	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
INDICE GLOBAL	1,4	1,2	-1,9	14,0	10,3

Source : BCEAO, (*) données provisoires

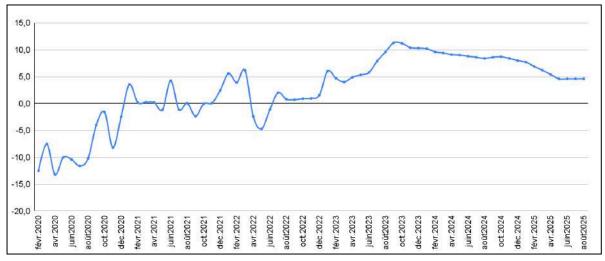
La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 10,3% en août 2025, après une hausse de 14,0% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités extractives (+7,6 points) et des activités de fabrication (+2,1 points).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en août 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,6 points, tout comme le mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+28,0

points), au Sénégal (+23,4 points), au Burkina (+12,7 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+8,2 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-44,9 points), au Niger (-19,3 points) et au Togo (-7,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source: BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une baisse de 3,4% au cours du mois d'août 2025, après un progression de 6,3% un mois auparavant. Le repli de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (-2,5 points) ainsi qu'au commerce de gros et activités des intermédiaires (-0,6 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

	Variat	ion mens	uelle	Glissem	ent annuel
	2024	2	025	2	025
Branches	août juillet août (*) juillet		août (*)		
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,1	0,3	-0,2	0,5	0,4
Commerce de véhicules automobiles	0,1	0,0	-0,2	0,4	0,2
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles		0,1	0,0	0,0	0,0
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	-1,1	1,0	-0,6	0,9	1,4
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,4	-0,1	-0,4	0,6	0,5
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,6	0,8	-0,2	0,1	0,6
COMMERCE DE DÉTAIL	-5,0	5,1	-2,5	-1,3	1,3
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	0,2	0,4	0,1	0,3
Commerce de détail en magasin spécialisé	-5,2	4,8	-2,9	-1,4	0,9
INDICE GLOBAL	-6,2	6,3	-3,4	0,0	3,0

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 3,0% en août 2025, après une stabilité observée le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de gros et activités des intermédiaires (+1,4 point) ainsi que par le commerce de détail (+1,3 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont améliorés de 3,5% en août 2025, après une contraction de 4,5% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 1,7% en août 2025, après une baisse de 0,3% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4: Variation des services marchands non financiers (en %)

		Variation m		Glissem	ent annuel	
	202	24	2025		20	025
Branches	juillet	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)
Bénin	-6,5	-14,0	9,6	-8,2	0,3	7,0
Burkina	5,6	-3,5	3,9	-3,9	2,7	2,3
Côte d'Ivoire	-2,0	3,8	-3,7	2,8	8,5	7,4
Guinée-Bissau	-34,3	-32,4	-31,4	-29,5	-1,3	2,8
Mali	4,0	2,5	-16,5	2,4	2,7	2,6
Niger	2,9	0,2	0,6	-0,4	7,9	7,2
Senegal	1,2	-8,9	1,0	-0,9	5,4	14,6
Togo	-2,6	1,2	-9,4	4,1	9,8	12,9
INDICE GLOBAL	-6,2	1,8	-4,5	3,5	8,7	10,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 10,5% en août 2025, après un accroissement de 8,7% en juillet 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires desdits services est observée notamment au Sénégal (+14,6%), au Togo (+12,9%), en Côte d'Ivoire (+7,4%), au Niger (+7,2%), au Bénin (+7,0%), en Guinée-Bissau (+2,8%), au Mali (+2,6%) et au Burkina (+2,3%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

		Variation		Glissement annuel			
Branches	202	24	20	25	2025		
	juillet	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)	
Bénin	-9,8	14,8	-9,6	14,5	16,1	15,8	
Burkina	-2,1	-1,2	-3,3	-0,3	12,9	13,8	
Côte d'Ivoire	1,0	1,8	0,4	1,6	14,2	14,0	
Guinée-Bissau	4,0	-1,1	5,0	-2,7	9,7	8,0	
Mali	4,1	-3,2	2,9	-3,5	13,4	13,0	
Niger	1,9	0,8	2,0	0,6	14,9	14,7	
Sénégal	0,5	1,6	0,1	1,9	16,4	16,7	
Togo	1,9	5,0	1,8	4,9	14,5	14,3	
INDICE GLOBAL	0,2	1,7	-0,3	1,7	14,6	14,6	

Source : BCEAO (*) données provisoires

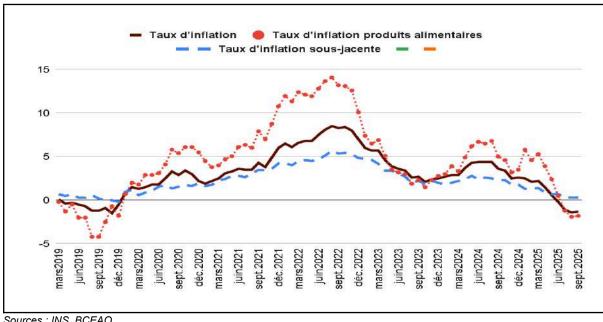
S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires a augmenté de 14,6%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+16,7%), le Bénin (+15,8%), le Niger (+14,7%), le Togo (+14,3%), la Côte d'Ivoire (+14,0%), le Burkina (+13,8%), le Mali (+13,0%) et la Guinée-Bissau (+8,0%).

2.2. Inflation

En septembre 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en légère hausse par rapport au mois précédent, mais toujours en territoire négatif. Le maintien des taux négatifs s'explique essentiellement par la poursuite de la baisse des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -1,3% en septembre 2025, en progression de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -1,4% observé en août 2025. La poursuite des variations négatives du niveau des prix est essentiellement imputable à la composante "Produits alimentaires". En effet, les prix des produits alimentaires se sont repliés de 1,8% au cours du mois sous revue, après une baisse de 1,9% le mois précédent. Cette évolution s'explique d'une part, par l'amélioration de l'offre locale de produits vivriers à la faveur de la bonne campagne et, d'autre part, par la poursuite de la baisse des prix des produits alimentaires importés. En particulier, les prix des céréales ont baissé de 16,2% et ceux des tubercules de 6,4%. L'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats membres de l'Union a reculé de 19,2% en septembre 2025, après une diminution de 11,3% le mois précédent. Par ailleurs, les différentes interventions de certains Etats (Mali, Niger, Burkina et Côte d'Ivoire) et de leurs partenaires ont notamment influencé la baisse des cours des produits alimentaires.

L'examen de la dynamique des prix par pays indique une baisse de l'inflation au niveau de cinq (5) pays de l'UEMOA, tout comme le mois précédent. Il s'agit du Niger (-10,1% après -9,0%), du Burkina-Faso (-3,9% après -3,2%), du Togo (-0,6% contre -0,3%), de la Guinée-Bissau (-1,8% contre -1,6%) et de la Côte d'ivoire (-0,2% après -0,8%). Cette tendance est modérée par la hausse des prix observée au Bénin (+2,3% après +1,3%), au Sénégal (+2,6% contre +2,2%) et au Mali (+0,2% comme précédemment).



Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)

Sources : INS, BCEAO

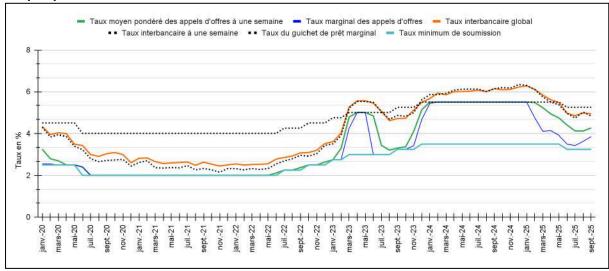
Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est resté stable par rapport au mois d'août 2025 pour se situer à 0,3% en septembre 2025.

III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 17 septembre 2025, de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO, à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auguel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,25% et le taux sur le guichet de prêt marginal à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 4,26% en septembre 2025 après 4,11% en août 2025 et le taux marginal est ressorti à 3,86% à fin septembre 2025 contre 3,63% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 4,83% en septembre 2025, en baisse de 19 points de base (pdb) par rapport à son niveau d'août 2025 (5,02%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,94% en septembre 2025, en recul de 8 pdb par rapport à août 2025 (4,98%) et de 120 pdb sur un an.



Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire

Sources: BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois d'août 2025 sont ressortis en baisse (-1 pdb) par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,67% en août 2025, contre 6,68% le mois précédent et 7,14% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a diminué en Côte d'Ivoire (6,22% contre 6,24%), au Sénégal (5,80% contre 5,81%), au Bénin (7,60% contre 7,61%), au Burkina (7,54% contre 7,55%). Par contre, une hausse a été observée en Guinée-Bissau (9,55% contre 9,51%), au Niger (8,91% contre 8,87%) et au Mali (7,48% contre 7,45%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont repliés pour ressortir à 5,39%, contre un niveau de 5,40% enregistré le mois précédent, mais restent en hausse de 8 pdb par rapport à août 2024 (5,31%). Par pays, la rémunération des dépôts a diminué en Côte d'Ivoire (4,73% contre 4,96%), tandis qu'elle s'est améliorée au Niger (6,70% contre 5,23%), au Bénin (5,66% contre 5,35%), au Mali (5,22% contre 4,96%), au Burkina (5,76% contre 5,57%), au Sénégal (5,70% contre 5,58%) et en Guinée-Bissau (3,62% contre 3,50%).

3.3. Monnaie

A fin août 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 13,2%, après 13,4% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 19,4% et 11,5%, après des augmentations respectives de 17,3% et 12,3% à fin juillet 2025.

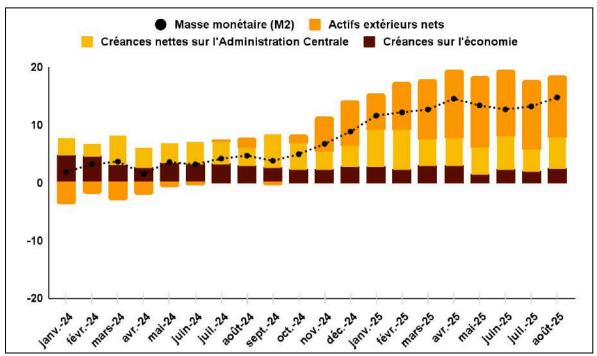
Tableau 6 : Situation monétaire à fin août 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juil24 août-24	juil25	août-25	Variation n (%		Variation annuelle (%)		
	Juli24	a0ul-24	Juli25	aout-25	Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	48 094,2	48 471,8	54 542,6	54 891,5	-0,2	0,6	13,4	13,2
Circulation fiduciaire	10 959,6	10 840,0	12 851,0	12 938,7	-1,2	0,7	17,3	19,4
Dépôts	37 134,6	37 631,8	41 691,7	41 952,8	0,1	0,6	12,3	11,5
Actifs extérieurs nets	2 080,2	1 940,3	7 767,2	7 058,1	-6,7	-9,1	273,4	263,8
Créances intérieures	58 814,2	59 307,8	61 635,6	63 163,0	-1,5	2,5	4,8	6,5
Créances nettes sur APUC	23 990,4	24 606,9	25 867,7	27 277,6	-3,1	5,5	7,8	10,9
Créances sur l'économie	34 823,8	34 701,0	35 767,9	35 885,4	-0,3	0,3	2,7	3,4

Source: BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin août 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+5.117,8 milliards ou +263,8%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.855,1 milliards ou +6,5%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source: BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin août 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 5.117,8 milliards (+263,8%), en glissement annuel. Le renforcement des AEN est lié essentiellement à l'amélioration des termes de l'échange, au repli du déficit courant et à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,5% à fin août 2025, après 4,8% en juillet 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.670,7 milliards) et des créances sur l'économie (+1.184,4 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 3,4% à fin août 2025, après 2,7% enregistrée à fin juillet 2025. Les crédits accordés aux sociétés non financières ont progressé de 3,9% à fin août 2025 après +3,2% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), la hausse du crédit accordé a été de +1,8% sur la même période, après 4,0% enregistrée le mois précédent.

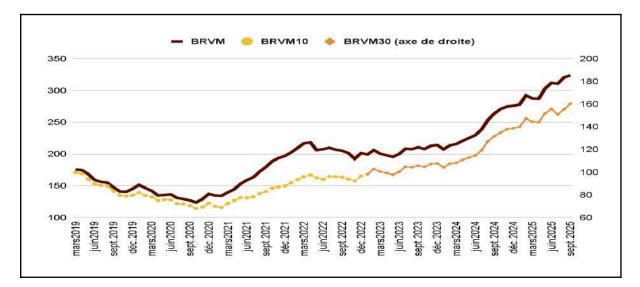
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont progressé en septembre 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 393,5 milliards en septembre 2025, soit une baisse de 799,9 milliards (-67,0%) par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont enregistré une évolution positive. A fin septembre 2025, l'indice global, le BRVM composite, s'est accru de 1,0% par rapport à sa valeur à fin août 2025, pour s'établir à 323,8 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, a augmenté de 3,0% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 160,3 points. A la date du 20 octobre 2025, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont renforcés de 4,1% et 4,0% par rapport à leur valeur de fin septembre 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM 30 et BRVM composite se sont améliorés respectivement de 34,2% et 34,0% par rapport à la moyenne de septembre 2024.



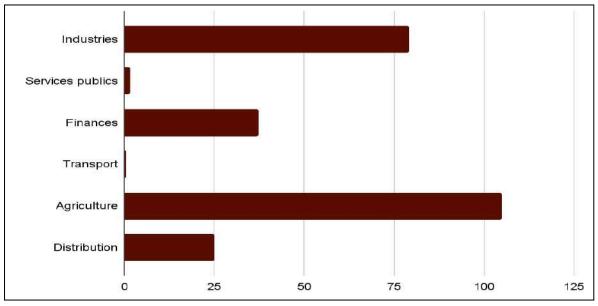
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est améliorée de 16,9% par rapport à fin septembre 2024 pour s'établir à 23.447,9 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par l'accroissement des indices des branches « Agriculture » : +104,8%, « Industries » : +79,2%, « Finances » : +37,1%,

« Distribution » : +25,2%, « Services publics » : +1,5% et « Transport » : 0,4%. La capitalisation du marché des actions a augmenté de 30,4% à 12.483,1 milliards tandis que celle du marché des obligations a progressé de 4,5% à 10.964,8 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en septembre 2025 en variation annuelle en %



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en septembre 2025, 393,5 milliards, dont 228,0 milliards de bons du Trésor (57,9%) et 165,5 milliards d'obligations du Trésor (42,1%). Par rapport au mois d'août 2025, les ressources mobilisées ont diminué de 327,5 milliards, soit une baisse de 45,4%. En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication s'est contracté de 332,8 milliards (-45,8%).

Le taux de couverture² global des montants mis en adjudication est ressorti à 160,0% en septembre 2025, contre 136,6% le mois précédent.

Le marché régional de la dette publique n'a enregistré aucune opération sur le compartiment par **syndication** au cours du mois de septembre 2025. Pour rappel, les ressources levées sur ce segment au cours du mois d'août 2025 se chiffraient à 472,4 milliards.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

		2.		Variation r	nansualla	Variation annuelle	
	septembre	août	our septembre	Variation	ilensaene	Variation	aimaene
	2024	2025	2025	montant	%	montant	%
Bons	432,1	363,1	228	-135,1	-37,2	-204,1	-47,2
Obligations par adjudication	294,2	357,9	165,5	-192,4	-53,8	-128,7	-43,7
Total adjudication	726,3	721	393,5	-327,5	-45,4	-332,8	-45,8
Obligations par syndication	0	472,4	0	-472,4	1	-	-
Total marché régional des titres publics	726,3	1193,4	393,5	-799,9	-67,0	-332,8	-45,8
Marché des eurobonds	0	0	0	0,0	-	-	-
Total général	726,3	1193,4	393,5	-799,9	-67,0	-332,8	-45,8

Source: UMOA-Titres, BCEAO.

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Le taux d'intérêt moyen pondéré³ des bons s'est replié de 41 points de base (pdb) pour s'établir à 6,61% en septembre 2025. En revanche, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 3 pdb pour ressortir à 7,72% en septembre 2025. La baisse du taux moyen pondéré des bons s'explique, entre autres, par le raccourcissement de la maturité moyenne des bons, passée de 10,2 à 9,1 mois entre août et septembre 2025. Au niveau du compartiment des obligations, la hausse du rendement moyen pondéré résulte principalement d'une plus forte sollicitation des titres de longue maturité.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts des emprunts publics ont progressé, respectivement de 49 pdb et 5 pdb pour le taux moyen pondéré des bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune opération n'a été réalisée par les Etats membres.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	contombre 2024	août 2025	contombre 2025	Variation		
	septembre 2024	aout 2025	septembre 2025	mensuelle	annuelle	
Bons	6,12	7,02	6,61	-0,41	0,49	
Obligations	7,67	6,76	7,72	0,96	0,05	
Par adjudication	7,67	7,69	7,72	0,03	0,05	
Par Syndication	-	6,06	-	-	-	
Eurobonds	-	-	-			

Sources: UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans la trajectoire positive de la conjoncture contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,6% au quatrième trimestre 2025, après des estimations de 6,5% aux troisième et deuxième trimestres 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

³ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA

(contribution en point de %)

				0.0 707			
		Ré	alisation	s		Estimation	Prévision
	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025
Secteur primaire	1,5	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	5,5	6,7	6,5	6,0	6,0	6,1
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,2
Secteur secondaire	1,4	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,3	5,4	5,2	4,8	4,8	4,9
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
ВТР	1,0	1,0	-9,6	-9,3	-8,6	-8,6	-8,8
Secteur tertiaire	3,2	3,2	3,7	3,6	3,3	3,3	3,4
Commerce	2,1	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	0,2	-8,0	-7,7	-7,2	-7,2	-7,3
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,5	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	6,1	7,2	7,0	6,5	6,5	6,6

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations en glissement annuel situent le taux de croissance de la masse monétaire de l'Union à 14,7% à fin septembre 2025, en hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à son niveau de août 2025. L'amélioration de 7.076,8 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de (+3.604,4 milliards ou +6,0%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 6.792,5 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+7,3%) et à celle des créances sur l'économie (+5,0%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, la croissance, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin septembre 2025 par le renforcement des dépôts (+13,2%) et de la circulation fiduciaire (+19,9%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à -0,7% en octobre, -0,4% en novembre et -0,2% en décembre 2025. Cette évolution résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur des bonnes récoltes attendues de la campagne agricole 2025/2026. Cette perspective pourrait être atténuée par l'effet des perturbations de la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires, en lien avec la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions		R	éalisatior	ıs		Estimation	Prévi	sion
Fonctions	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	août 25	sept. 25	oct. 25	nov. 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-1,3	-1,0	-0,3	-0,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,1	0,2	0,1	0,0
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,1	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,2	-0,3	-0,1	0,0
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-1,4	-1,3	-0,4	-0,2

Sources: INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

	Vari	iation mensu	ielle	Glisseme	ent annuel
Branches	2024	20	25	20	25
	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,1	0,3	-0,2	0,5	0,4
Commerce de véhicules automobiles	0,1	0,0	-0,2	0,4	0,2
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,1	0,0	0,0	0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,1	0,1	0,0	0,0	0
Commerce et réparation de motocycles	-0,1	0,1	0,0	0,2	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	-1,1	1,0	-0,6	0,9	1,4
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,4	-0,1	-0,4	0,6	0,5
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	-0,1	0,2	-0,1	0,1	0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,6	0,8	-0,2	0,1	0,6
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	-5,0	5,1	-2,5	-1,3	1,3
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	0,2	0,4	0,1	0,3
Commerce de détail en magasin spécialisé	-5,2	4,8	-2,9	-1,4	0,9
INDICE GLOBAL	-6,2	6,3	-3,4	0,0	3

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glisseme	Glissement annuel	
	2024 août	2025		2025		
		juillet	août (*)	juillet	août (*)	
ACTIVITES EXTRACTIVES	-0,8	-0,5	-0,1	7,1	7,6	
Extraction d'hydrocarbures	0,8	0,1	0,1	3,5	2,8	
Extraction de minerais métalliques	-2,9	-0,7	-0,3	-0,7	1,9	
Autres activités extractives	0,4	0,1	0,0	0,9	0,5	
ACTIVITES DE FABRICATION	2,5	1,8	-1,1	5,9	2,1	
Fabrication de produits alimentaires	2,9	0,4	-1,9	3,9	-1,2	
Fabrication de boissons	0,3	0,0	0,4	0,3	0,4	
Fabrication de produits a base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
Fabrication de textiles	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'articles d'habillement	0,3	-0,2	0,2	0,2	0,2	
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,2	0,2	-0,2	0,2	0,1	
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,1	0,0	0,2	0,1	0,2	
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,1	0,1	-0,1	0,1	0,0	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-1,2	0,3	0,6	-0,2	1,6	
Fabrication de produits chimiques	-0,1	1,0	-0,4	1,5	1,1	
Fabrication pharmaceutiques	0,1	0,2	-0,1	0,4	0,1	
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	
Fabrication de matériaux minéraux	0,0	0,0	0,3	-0,2	0,1	
Métallurgie	0,2	0,0	0,1	-0,1	-0,3	
Fabrication douvrages en métaux	0,2	0,0	-0,1	0,0	-0,2	
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'équipements électriques	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres industries manufacturières	0,1	-0,1	0,1	-0,2	-0,2	
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DELECTRICITE ET DE GAZ	-0,2	-0,1	-0,6	0,6	0,0	
Production et distribution délectricité et du gaz	-0,2	-0,1	-0,6	0,6	0,0	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	1,4	1,2	-1,9	14,0	10,3	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

